

Ministère de l'enseignement supérieur,
de la recherche et de l'innovation

**Relatif à la déclaration d'intérêts préalable applicable aux personnes participant
directement au service public de la recherche et chargées d'une mission d'expertise
auprès des pouvoirs publics ou du Parlement**

Publics concernés : toute personne qui participe directement au service public de la recherche et qui est sollicité pour exercer une mission d'expertise auprès des pouvoirs publics (gouvernement, collectivités territoriales, administrations, établissements publics ou autorités administratives indépendantes) et du Parlement.

Entrée en vigueur: le décret entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Références : il est pris pour l'application de l'article 23 de la loi n°2020-1674 du 24 décembre 2020 de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur, et notamment son article 4 et l'alinéa 167 de son rapport annexé.

Sur le rapport de la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation,

Vu le code de la recherche, et notamment ses articles L. 112-6 et L 411-5 ;

Vu le code de la santé publique et notamment ses articles L. 1451-1, L. 1452-3 et R. 1451-1 ;

Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État et notamment son article, 25 bis et 28 bis ;

Vu la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;

Vu le décret n°83-1260 du 30 décembre 1983 fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques ;

Vu le décret n°84-431 du 6 juin 1984 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 86-434 du 12 mars 1986 modifié portant statuts du corps des astronomes et physiciens et du corps des astronomes adjoints et physiciens adjoints ;

Vu le décret n° 89-709 du 28 septembre 1989 modifié portant statut du corps des directeurs d'études de l'Ecole des hautes études en sciences sociales et du corps des maîtres de conférences de l'Ecole des hautes études en sciences sociales ;

Vu le décret n° 89-710 du 28 septembre 1989 modifié portant statut particulier du corps des directeurs d'études et du corps des maîtres de conférences de l'Ecole pratique des hautes études, de l'Ecole nationale des chartes et de l'Ecole française d'Extrême-Orient ;

Vu le décret n°92-171 du 21 février 1992 portant statuts particuliers des corps d'enseignants-chercheurs des établissements d'enseignement supérieur publics relevant du ministre chargé de l'agriculture ;

Vu le décret n° 92-1178 du 2 novembre 1992 modifié portant statut du corps des professeurs du Muséum national d'histoire naturelle et du corps des maîtres de conférences du Muséum national d'histoire naturelle ;

Vu le décret n° 2018-105 du 15 février 2018 portant statut particulier du corps des professeurs et du corps des maîtres de conférences des écoles nationales supérieures d'architecture ;

Vu le décret n° 2019-1122 du 31 octobre 2019 portant statut particulier du corps des professeurs du Conservatoire national des arts et métiers ;

Vu le décret n° 2017-519 du 10 avril 2017 relatif au référent déontologue dans la fonction publique ;

Vu l'arrêté du 15 juin 1992 fixant la liste des corps de fonctionnaires assimilés pour la désignation des membres du Conseil national des universités ;

Vu l'arrêté du 1er mars 2018 relatif au collège de déontologie au sein du ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'État en date du XXX,

Vu l'avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés en date du XXX ;

Vu l'avis du collège de déontologie du ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du XXX ;

Le Conseil d'Etat (section de l'administration) entendu,

Décrète :

Article 1

I-En application des dispositions de l'article L. 411-5 du code de la recherche susvisé, toute personne participant directement au service public de la recherche qui est sollicitée à titre individuel en vue de mener une mission d'expertise dans le domaine de la recherche auprès du Gouvernement, du Parlement, d'une collectivité territoriale, d'une administration, d'un établissement public ou d'une autorité administrative indépendante doit remettre au préalable à l'autorité qui requiert son expertise une déclaration d'intérêts.

Ces dispositions d'ordre général s'appliquent sans préjudice des dispositions du II de l'article R. 1451-1 du code de la santé publique qui sont exclusives des dispositions du présent décret.

II-La personne sollicitée doit s'abstenir de mener une expertise si elle estime se trouver dans une situation de conflit d'intérêts au sens des dispositions de l'article L. 411-5 du code de la recherche susvisé et de l'article 25 bis de la loi du 13 juillet 1983 susvisée.

Préalablement à la transmission de la déclaration d'intérêts, l'expert peut saisir le référent déontologue de l'institution publique auprès de laquelle il est pressenti pour mener son expertise afin qu'il lui apporte tout conseil utile au respect des obligations et des principes déontologiques mentionnés aux articles 25 à 28 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée et déterminer, le cas échéant, si ses relations et implications sont de nature à caractériser un conflit d'intérêt qui pourrait nuire à la réalisation de sa mission.

Il peut également saisir aux mêmes fins le référent déontologue de son employeur lorsque celui-ci est soumis aux obligations de l'article 28 bis de la loi du 13 juillet 1983 susvisée.

Dans le cadre de l'instruction de l'autorisation d'activité accessoire, l'employeur principal peut demander à consulter la déclaration d'intérêts prévue ci-dessus.

Article 2

La déclaration est remise à l'autorité auprès de laquelle l'expertise est menée et comporte les informations suivantes :

- 1° Les nom et prénom de l'expert ;
- 2° L'intitulé, le contenu, la date de début et la durée prévisible de la mission d'expertise au titre de laquelle l'expert est tenu d'établir la déclaration et la mention de l'autorité auprès de laquelle il exerce sa mission d'expertise ;
- 3° L'activité principale actuelle, rémunérée ou non ;
- 4° Les activités principales et accessoires, rémunérées ou non, et la participation à une instance décisionnelle exercées au cours des cinq années précédentes dans des sociétés, établissements, organismes et associations dont les activités, les techniques ou les produits entrent dans le champ de compétence de l'expertise sollicitée par l'autorité mentionnée au 2°.

Sont également déclarées à ce titre la détention ou l'invention d'un brevet ou l'invention d'un produit, procédé ou toute autre forme de propriété intellectuelle non brevetée, en relation avec le champ de compétence mentionné ci-dessus.

5° Les activités que le déclarant dirige ou a dirigées au cours des cinq années précédentes et qui ont bénéficié d'un financement par un organisme à but lucratif dont l'objet social entre dans le champ de l'expertise mentionné au 2° ainsi que le montant de ce financement ;

6° Les participations financières directes, sous forme d'actions ou d'obligations détenues et gérées directement ou de capitaux propres, dans le capital d'une société dont l'objet social entre dans le champ de l'expertise mentionné au 2°.

7° Les autres liens dont l'expert estime qu'ils sont de nature à faire naître des situations de conflits d'intérêts.

Article 3

Les modalités d'établissement, de conservation et d'accès des déclarations d'intérêts sont définies selon les modalités suivantes :

I. — S'agissant des missions d'expertise auprès du Parlement et des collectivités territoriales, elles sont définies par ces autorités.

II. — S'agissant des missions d'expertise sollicitées auprès des services, administrations et établissements publics de l'Etat, les déclarations d'intérêts sont établies conformément à un document type prévu par un arrêté du ministre chargé de la recherche, par voie de télédéclaration sur un site internet unique. Elles sont actualisées à l'initiative de l'expert.

III— Un arrêté du ministre chargé de la recherche pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, détermine les conditions de fonctionnement du site mentionné au II, notamment :

- 1° L'autorité qui en est responsable ;
- 2° Les modalités d'établissement, d'authentification et de transmission sécurisée des télédéclarations ;

3° Les conditions dans lesquelles les autorités mentionnées à l'article premier du présent décret et l'employeur principal de l'expert ont accès, chacun pour ce qui la concerne, à la déclaration d'intérêts ;

L'autorité responsable du site prend les mesures techniques nécessaires pour assurer son intégrité, la sécurité des données, leur protection contre l'indexation par des moteurs de recherche. Elle se conforme aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés en accomplissant auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés les formalités nécessaires pour le traitement de données qu'elle met en œuvre pour l'application de ces dispositions.

Article 4

Les déclarations d'intérêts sont conservées pendant une durée de huit ans à compter de leur dépôt ou de leur actualisation par l'autorité responsable du site mentionné au II de l'article 3 auquel elles sont remises.

Article 5

Ces dispositions s'appliquent à toutes les missions d'expertises sollicitées dans le domaine de la recherche par les autorités mentionnées à l'article premier à compter de la mise en œuvre des modalités définies à l'article 3.

Article 6

La ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation est chargée de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le XXXXX.

Par le Premier ministre :

La ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation,

Frédérique Vidal